

**Groupement de commande du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT)
21-52 et de ses établissements partenaires**

Établissement coordonnateur :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE
DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LOGISTIQUES
5 Boulevard Jeanne d'Arc
B.P 77908
21079 DIJON CEDEX
Téléphone : 03 80 29 33 80
Fax : 03 80 29 35 00**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**Fourniture de denrées alimentaires pour les
établissements de santé du Groupement Hospitalier de
Territoire (GHT) 21-52**

AO n°24095

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**



SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ.....	6
2. FORME, DECOMPOSITION ET DUREE DU MARCHÉ	6
2.1 Forme du marché.....	6
2.2 Décomposition du marché.....	6
2.3 Durée du marché	6
3. PIECES CONTRACTUELLES	6
4. MODALITES D'EXECUTION	7
5. LIEUX, DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON	8
6. CONTROLES DES LIVRAISONS	8
7. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION.....	10
7.1 Vérification quantitative	10
7.2 Vérification qualitative.....	10
7.3 Admission.....	11
8. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE	11
8.1 Obligation d'assurance.....	11
8.2 Obligation de transmission de documents.....	12
8.3 Respect des principes de laïcité et de neutralité	12
8.4 Respect du règlement général de protection des données personnelles.....	13
9. PRIX	13
9.1 Conditions générales	13
9.2 Forme des prix	13
9.3 Clause de préavis	14
9.4 Taux de TVA applicable.....	14
9.5 Clause de sauvegarde	14
9.6 Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision.....	14
10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
10.1 Facturation – Facture électronique	15
10.2 Changement de domiciliation bancaire.....	16
10.3 Règlement.....	16
10.4 Délai global de paiement	16
10.5 Paiement des cotraitants.....	17
10.6 Paiement des sous-traitants	17
10.7 Intérêts moratoires.....	18
11. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	18
12. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	18

13. PENALITES.....	19
13.1 Définition du délai contractuel	19
13.2 Calcul des pénalités de retard d'exécution.....	19
13.3 Pénalité pour mauvaise exécution	19
13.4 Pénalité pour modification de la livraison sans information	19
13.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution	20
13.6 Cumul et déclenchement des pénalités	20
14. MODIFICATION DU MARCHE.....	20
14.1 Dispositions générales	20
14.2 Clauses de réexamen	20
15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	23
16. RESILIATION	23
17. REGLEMENT DES LITIGES.....	24
18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	24

En application :

- de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,

Le CHU Dijon Bourgogne, établissement coordonnateur du groupement de commandes du GHT 21-52, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties suivants :

- Le GHT 21-52 dont les membres sont les suivants :
 - Centre Hospitalier « La Chartreuse » de Dijon : 1 Boulevard Chanoine Kir - 21000 Dijon,
 - Centre Hospitalier d'Auxonne : 5 Rue du Château, 21130 Auxonne,
 - Centre Hospitalier d'Is-sur-Tille : 21 Rue Victor Hugo - 21120 Is-sur-Tille,
 - Centre Hospitalier « Robert Morlevat » de Semur-en-Auxois : 3 avenue Pasteur – 21140 Semur-en-Auxois,
 - Centre Hospitalier de la Haute Côte-d'Or (CH-HCO) :
 - Site d'Alise-Sainte-Reine : Chemin des Bains – 21150 Alise-Sainte-Reine,
 - Site de Châtillon-sur-Seine : Rue du Baron Claude Petiet – 21400 Châtillon-sur-Seine,
 - Site de Montbard : Rue Auguste Carré – 21500 Montbard,
 - Site de Saulieu : 2 rue Courtépée – 21210 Saulieu,
 - Site de Vitteaux : 7 rue Guéniot – 21350 Vitteaux.
 - Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains : Rue Terrail Lemoine – 52400 Bourbonne-les-Bains,
 - Centre Hospitalier de Chaumont : 2 rue Jeanne d'Arc – 52000 Chaumont,
 - Centre Hospitalier de Langres : 10 rue de la Charité – 52200 Langres,
- Le GCS Pôle logistique Sud Haut Marnais, dont les membres sont les suivants :
 - Le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) « Pôle de santé Sud Haut Marnais »,
 - Centre Hospitalier de Chaumont : 2 rue Jeanne d'Arc – 52000 Chaumont,
 - Centre Hospitalier de Langres : 10 rue de la Charité – 52200 Langres,
 - Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains : Rue Terrail Lemoine – 52400 Bourbonne-les-Bains,
 - Le Centre Médico Chirurgical (CMC) Chaumont-le-bois : 17 Av. des États-Unis – 52000 Chaumont,
 - La Clinique de la Compassion : 8 Rue de la Charité – 52200 Langres.
- L'EHPAD de Laines, dont la direction est commune avec le Centre Hospitalier de Semur-en-Auxois,
- L'EHPAD Saint-Sauveur de Moutiers-Saint-Jean, dont la direction est commune avec le Centre Hospitalier de Semur-en-Auxois,
- L'EHPAD Fontaine-aux-Roses de Mirebeau-sur-Bèze, dont la direction est commune avec le Centre Hospitalier d'Is-sur-Tille.

Le CHU Dijon Bourgogne assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux ou régionaux.

L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT 21-52.

La présente consultation concerne les établissements suivants :

- **Le CHU Dijon Bourgogne ;**
- **Le Centre Hospitalier La Chartreuse ;**

- **Le Centre Hospitalier de Semur-en-Auxois ;**
- **Le Centre Hospitalier de la Haute Côte-d'Or (CH-HCO) :**
 - **Site d'Alise-Sainte-Reine ;**
 - **Site de Châtillon-sur-Seine ;**
 - **Site de Montbard ;**
 - **Site de Saulieu ;**
 - **Site de Vitteaux.**
- **Le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Pôle Logistique Sud Haut Marnais pour les établissements suivants :**
 - **Le Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains ;**
 - **Le Centre Hospitalier de Chaumont.**
- **L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) Saint-Sauveur de Moutiers-Saint-Jean ;**

1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la fourniture de denrées alimentaires pour les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52.

2. FORME, DECOMPOSITION ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conclu sans minimum et avec un maximum en valeur de 1 200 000 euros HT par période conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Cet accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

2.2 Décomposition du marché

La présente consultation comporte 265 lots attribuables séparément, dont les caractéristiques et impératifs de qualité sont définis au CCTP.

2.3 Durée du marché

L'accord cadre issu de la présente consultation sera passé pour une première période d'un an, à compter du 1er juin 2025 jusqu'au 31 mai 2026. Il sera ensuite reconductible tacitement trois fois pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 31 mai 2029.

En cas de notification ultérieure à la date prévue ci-dessus, les marchés débiteront à compter de leur notification.

En cas de non reconduction, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes sera informé 3 mois avant la date prévue pour la reconduction.

La non-reconduction pourra se faire lot par lot.

Les bons de commande seront notifiés à chaque établissement au fur et à mesure des besoins et ce jusqu'au dernier jour de validité du futur marché.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels, énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe (bordereau de prix) mentionnant la décomposition détaillée des prix, le tout dûment complété et signé ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'ensemble des documents constituant la réponse du titulaire, ainsi que le catalogue des tarifs du candidat.

La signature par l'opérateur économique de l'acte d'engagement le lie à l'ensemble des documents contractuels constituant le marché.

Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que la liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales de vente imprimés au verso des pièces contractuelles susvisées.

4. MODALITES D'EXECUTION

La notification du marché ne vaut pas commande. Seule la réception, par le titulaire, d'un bon de commande signé par le Directeur des Affaires Économiques et Logistiques, ou son représentant pour le CHU Dijon Bourgogne, ou par la personne ayant délégation pour chaque établissement partie, fait courir le délai de livraison.

La première commande pourra être faite dès que le marché aura été notifié au titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le marché ne s'achèvera qu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande.

Les bons de commandes seront émis par chaque site.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- les coordonnées de l'établissement de santé,
- le numéro de commande,
- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité commandée,
- le ou les lieux de livraison,
- l'adresse de facturation,
- tout autre renseignement utile.

Chaque commande sera enregistrée par le titulaire dès réception du bon de commande par ce dernier. Un accusé de réception de la commande sera alors émis par le titulaire qui devra préciser le délai de livraison des matériels en conformité avec son offre.

Les commandes sont en général télétransmises sous forme dématérialisée en EDI via le portail HOSPITALIS (notamment pour le CHU Dijon Bourgogne), télécopiées, ou envoyées par mail.

Les bons de commandes ne peuvent être considérés comme engageant les établissements du GHT 21-52 que s'ils sont revêtus de la signature d'une personne habilitée. Les commandes sont passées régulièrement par télécopie ou mail.

Exceptionnellement, pour satisfaire des besoins extrêmement urgents, pourront être passées des commandes par téléphone. Le bon de commande de régularisation parviendra au titulaire dans les meilleurs délais, avec la mention « régularisation de commande faite par téléphone le ... ».

5. LIEUX, DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures devront être livrées dans le délai précisé sur le bon de commande.

Le titulaire est tenu de respecter les indications concernant la livraison précisée sur chaque bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à l'établissement ayant passé la commande.

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire du marché s'engage à avertir le site, qui a passé commande, dans un délai de 12 heures maxi avant la livraison, selon les modalités définies avec l'établissement (annexe n°2).

En cas d'urgence (commande passée avant 12H), le titulaire doit pouvoir livrer la quantité demandée dans les délais, à compter de la réception du bon de commande, précisés par le titulaire à l'annexe 3 du CCTP.

Lors de la notification des marchés aux titulaires, ces derniers devront prendre contact avec le responsable de restauration de chaque établissement afin d'établir l'organisation logistique des livraisons. La fiche logistique sera donc remplie en collaboration entre le titulaire et les établissements.

En cas de défaillance, des pénalités pourront être appliquées (CF. article 13.2 du présent CCAP) et un approvisionnement sera opéré par ailleurs, les frais afférents étant mis à la charge du titulaire (CF. article 16 du présent CCAP).

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Lors de la palettisation, les références doivent être regroupées de façon cohérente et l'étiquetage des références doit être apparent sur les côtés externes de la palette.

Les emballages des produits, qu'ils soient collectifs ou individuels, doivent respecter les textes et réglementations en vigueur, et notamment être conforme à la directive 94/62/CE et à son décret d'application n° 98/638 relatif aux exigences liées à l'environnement.

Le titulaire assurera l'évacuation des cartons et/ou des emballages issus de la livraison.

Le titulaire sera en charge de l'évacuation du matériel existant dans le cas d'un remplacement de matériel obsolète.

Les denrées sont livrées à destination, franco de port.

6. CONTROLES DES LIVRAISONS

Le conditionnement doit être conforme à la réglementation et conçu de telle sorte que les denrées ne puissent être abîmées pendant les opérations de transport et de déchargement.

Un arrivage déterminé de produits constituant une même livraison doit être composé de colis homogènes appartenant au même type d'emballage et de même capacité, afin de permettre une appréciation rapide et objective de la quantité de la marchandise livrée.

La partie apparente du colis doit être représentative de l'ensemble.

Les emballages et matériaux de conditionnement utilisés doivent être inertes, c'est-à-dire qu'ils ne doivent céder aucune quantité d'éléments provenant de leurs constituants susceptibles de modifier anormalement la composition de l'aliment, et notamment d'en altérer les caractéristiques ou de communiquer une odeur particulière (odeur de résine ou de moisi, par exemple).

Les emballages, les rolls, les palettes utilisées ne peuvent en aucun cas être facturés ou consignés, mais doivent être échangés ou repris par le titulaire du marché subséquent.

Les palettes sont conformes aux normes fixées par la réglementation en vigueur pour le transport des denrées alimentaires, et notamment conformes aux normes européennes (dimensions 1.20m x 0.80m). En tout état de cause, la hauteur maximale de celles-ci ne devra pas excéder 1.80m.

Le titulaire du marché est responsable des produits jusqu'à l'acceptation de la livraison dans les différents sites, sous réserve de vices cachés pouvant être décelés ultérieurement et imputables au produit.

Les produits doivent être transportés dans des véhicules réfrigérés adaptés en conformité à la réglementation, parfaitement propres, équipés de manière à éviter toutes souillures ou altération de la marchandise devant être livrée.

A chaque livraison, des contrôles stricts seront réalisés à réception. Les points de contrôles seront :

- La conformité du transport (agrément sanitaire du véhicule, température des véhicules, propreté de l'intérieur du camion, des tenues des livreurs...). Le personnel du soumissionnaire préposé aux manipulations et au transport doit observer les règles de propreté les plus strictes. À tout moment, le soumissionnaire devra justifier des moyens mis en œuvre pour contrôler la température du camion.
- La conformité de la commande passée au fournisseur (date de livraison, quantité et produit commandé),
- L'intégrité et la propreté des emballages,
- L'aspect visuel de la qualité de la denrée alimentaire,
- Le poids par unité,
- Le calibrage-grammage,
- Le respect du conditionnement demandé,
- L'étiquetage et date limite de consommation,
- Le nombre de lots.

L'admission est prononcée sous réserve des vices cachés éventuels (mauvaise odeur à la cuisson, saveur désagréable après cuisson, odeur putride à l'ouverture des sacs sous vide...).

Les denrées alimentaires pourront être intégralement refusées en cas de livraisons non-conformes.

Pour toutes demandes, le titulaire du marché s'engage à fournir la traçabilité des produits dans un délai de 2 heures (début délai heure d'appel de l'établissement) par mail.

Dans le cas d'un refus de marchandise, la livraison devra être remplacée dans un délai (début délai heure d'appel de l'établissement) maximum de 24 heures (sous réserve que la cuisine soit ouverte) sur mise en demeure, verbale,

confirmée par la transmission d'une fiche de non-conformité (formulaire de déclaration d'une problématique marché) par mail, adressée au titulaire du marché ou à son représentant. Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de le faire, il aura la charge de payer la facture d'une livraison effectuée par autrui, en cas de nécessité absolue. Dans le cas où, au moment du déconditionnement, la qualité organoleptique des produits (couleur, odeur, aspect...) s'avère douteuse, les denrées alimentaires pourront être, là aussi, intégralement refusées et devront être relivrées dans un délai maximum de 24 heures (début délai heure d'appel de l'établissement) sans modification de prix.

Parallèlement, l'établissement pourra saisir les services vétérinaires et la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

Toute fourniture non conforme au cahier des charges en vigueur sera systématiquement refusée.

7. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

7.1 Vérification quantitative

Elle consiste à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison, ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le représentant du pouvoir adjudicateur pour chaque établissement concerné par le marché, peut mettre le Titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Les fournitures devront être livrées conformes aux impératifs de qualité fixé par le marché. À l'issue, des opérations de vérification qualitative, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

7.2 Vérification qualitative

La réception qualitative faite à l'instant de la livraison est limitée expressément à la dénomination du produit.

La réception qualitative est suspendue à l'avis de la personne responsable, dans les conditions énumérées aux alinéas indiqués plus bas.

Les fournitures devront être livrées conformes aux impératifs de qualité fixés par le marché, tel qu'ils sont déterminés par la réponse contenue dans les fiches techniques et les échantillons fournis lors de la consultation.

Sont assimilés à une cause de rejet, pour non-conformité qualitative, les cas suivants :

- Marchandise détériorée
- Marchandise non conforme aux fiches techniques
- Un ou plusieurs défauts affectent le fonctionnement optimal (fiabilité des résultats rendus, sécurité des utilisateurs, de l'environnement...) du matériel,

- Tout incident de livraison de nature à avoir altéré la qualité du produit ou laissant supposer que cette qualité n'est pas conforme.

7.3 Admission

A l'issue de ces opérations, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Dans le cas où :

- 1- Un ou plusieurs défauts affectent le fonctionnement optimal (fiabilité des résultats rendus, sécurité des utilisateurs, de l'environnement...) du matériel,
- 2- Les prestations sont trop éloignées des spécifications techniques et/ou ne sont pas conformes aux normes et réglementations en vigueur,
- 3- Un **PV de refus d'admission** du matériel est rédigé, avec mention des non conformités.

Dans ce cas, la denrée faisant objet du PV est restituée au titulaire lors de son remplacement par une autre, qui doit être immédiat.

Les denrées alimentaires pourront être notamment refusées si la qualité organoleptique des produits (couleur, odeur, aspect, corps étrangers...) s'avère douteuse, et devront être délivrées sans modification de prix.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de relivrer et en cas de nécessité absolue, l'exécution du bon de commande interviendra aux torts du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission des prestations sera prononcée, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de réception du PV d'admission des prestations.

8. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

8.1 Obligation d'assurance

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de la réalisation de leur mission.

Ce contrat doit être en vigueur à la date du début d'exécution du marché et couvrir l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

8.2 Obligation de transmission de documents

Pour les attestations arrivant à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire devra fournir de nouveaux documents en cours de validité :

- attestation d'assurance : périodicité d'un an
- attestation URSSAF : périodicité de six mois

Ces documents seront à adresser par mail à l'adresse suivante : cellule.marches@chu-dijon.fr

8.3 Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au pouvoir adjudicateur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des dispositifs leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur.

Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du

service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

8.4 Respect du règlement général de protection des données personnelles

Pour l'exécution du marché, le titulaire, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ainsi, le titulaire garantit mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection de données à caractère personnel auxquelles il aura accès ou qui lui seront communiquées notamment leur sécurité et leur confidentialité.

Le titulaire s'engage à l'issue des prestations à procéder à la suppression des données qui lui ont été communiquées à la seule fin de la réalisation de celles-ci ou à les restituer au maître d'ouvrage selon ses indications.

9. PRIX

9.1 Conditions générales

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité ou en valeur.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques à la date de début du marché.

Les prix applicables sont ceux établis à la date de commande (prix sur le bon de commande).

9.2 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires, fermes durant la première année. Il pourra être révisé tous les 1^{er} janvier et 1^{er} juin de chaque année, à la hausse dans la limite de 2%, comme à la baisse.

Le titulaire adressera sa demande d'application des nouveaux prix, deux mois au plus tard avant la date d'échéance biannuelle.

En cas d'absence de nouvelle proposition de prix de la part du titulaire, de nouvelle proposition parvenue hors délai ou de proposition non-conforme au cahier des charges, les prix de la période en cours seront reconduits pour la nouvelle période annuelle.

La remise catalogue initialement consentie sur le catalogue du fournisseur ne pourra être modifiée à la hausse ni supprimée. Elle est fixée pour toute la durée du marché. Seul le catalogue du fournisseur pourra être remis à jour chaque année du marché.

9.3 Clause de préavis

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur son nouveau barème avec un préavis de deux mois avant la date de révision des prix. Il devra envoyer sa demande par courriel (cellule.marches@chu-dijon.fr) et fournir toutes les pièces justificatives servant au calcul des prix révisés.

À défaut de transmission de ce courrier deux mois avant, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

9.4 Taux de TVA applicable

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures : au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

9.5 Clause de sauvegarde

Le Pouvoir Adjudicateur (CHU de Dijon Bourgogne) se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % à chaque reconduction.

Si la procédure de résiliation est mise en œuvre, le Pouvoir Adjudicateur en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un mois avant la date d'effet de la résiliation.

Pendant cette période transitoire d'un mois, les conditions de prix appliquées par le titulaire seront les mêmes que celles définies à la date de notification du marché ou de la reconduction.

9.6 Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision

Le droit du titulaire à indemnité peut être reconnu lorsque, même après application des clauses contractuelles, l'économie du contrat est bouleversée.

Dans l'hypothèse où l'augmentation du prix entraîne un bouleversement temporaire de l'économie du contrat, le titulaire du marché concerné peut solliciter une indemnité sur le fondement de la théorie de l'imprévision, à

condition de démontrer que cette augmentation était imprévisible, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. L'évènement doit être extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (article L.6 du Code de la Commande Publique).

Dans le cas d'une demande d'indemnisation, il appartient au titulaire :

- D'apporter tous les justificatifs comptables nécessaires,
- De justifier le prix de revient et la marge bénéficiaire au moment où le titulaire a remis son offre, et ses débours au cours de l'exécution du marché.

L'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi. Le titulaire doit prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat.

La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision ne peut être que temporaire.

10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Facturation – Facture électronique

Le paiement s'effectuera à terme échu. Après chaque livraison, une facture datée est établie.

En application de l'article 4-I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020.

Dépôt de facture électronique :

La facture électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/ccp/utilisateur?execution=e1s1>).

Tutoriel en ligne : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-facture-chorus-pro/>

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublée de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégralité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser « Chorus ».

Le non-respect de cette disposition entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

Pour éviter toute difficulté ultérieure, il est demandé aux fournisseurs et à leur service comptable d'être particulièrement vigilants sur ce point particulier.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse de l'établissement hospitalier ;
- Le nom, le numéro SIRET et l'adresse du créancier ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- La date de la facture ;
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation et la référence de la fourniture livrée ;
- Les quantités livrées ;
- Le montant HT des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA et autres droits et taxes ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- Le numéro de lot, le cas échéant.

Lors du dépôt de la facture sur le portail « Chorus Pro », un code service pourra éventuellement être exigé par l'Établissement.

- Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.
- Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

10.2 Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande de la part du titulaire par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception à l'adresse suivante :

CHU DIJON BOURGOGNE
Direction des Affaires économique et Logistiques
5 boulevard Jeanne d'Arc
BP 77908
21079 DIJON CEDEX

Un formulaire à compléter sera transmis au titulaire. Ce formulaire sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société et devra être accompagné du nouveau RIB.

La responsabilité des établissements du GHT 21-52 ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

10.3 Règlement

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-FCS.
Le mode de règlement est le virement administratif.

10.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le titulaire renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

10.5 Païement des cotraitants

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. La demande de paiement comporte dès lors autant de parties qu'il y a de membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

10.6 Païement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le sous-traitant adresse également, par voie électronique, sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de la preuve de réception de la demande par le titulaire (accusé de réception, récépissé de remise en main propre ou avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé). Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.7 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précisé ci-dessus, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est « le taux de refinancement principal de la Banque Centrale Européenne » en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit (08) points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève quant à elle à quarante (40) euros.

11. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu au cours de l'accord-cadre affectant :

- la personne ayant qualité pour le présenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire.

Le titulaire doit faire parvenir le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par courriel à l'adresse suivante : cellule.marches@chu-dijon.fr

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'une éventuelle modification de marché (avenant) ou certificat administratif.

12. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Si le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, il doit immédiatement notifier le jugement déclarant l'ouverture de la procédure au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus précisé. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13. PENALITES

13.1 Définition du délai contractuel

Le délai normal de livraison est mentionné lors de l'envoi de la commande.

En cas d'urgence, le délai de livraison d'urgence indiqué en annexe 3 du CCTP (livraison), est engagé à compter de la réception du bon de commande.

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cas exonératoire admise par le Pouvoir adjudicateur ou en cas de manquement du Pouvoir adjudicateur à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

13.2 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait exclusif du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 25.00 euros.

13.3 Pénalité pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse (agencement non étudié des produits, risque de gerbage..) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés..) une pénalité de 50.00 euros sera appliquée.

13.4 Pénalité pour modification de la livraison sans information

A défaut de livrer la totalité des articles demandés sur les bons de commande ou en cas de livraison de produits ne remplissant pas les conditions exigées, les fournitures seront assurées par voie d'achats directs, aux frais, risques et périls des fournisseurs défaillants chez d'autres prestataires dont les factures feront foi.

De plus une pénalité forfaitaire de 50.00 euros sera appliquée et les marchandises refusées devront être retirées sans délai. A défaut d'enlèvement immédiat, elles seront retournées en port dû à l'adresse du fournisseur.

Le pouvoir adjudicateur décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

13.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité (prix notifié, remise sur achat hors catalogue ...) des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, non traitement des réclamations dans les délais annoncés (annexe n°3) ... une pénalité de 20.00 euros par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

13.6 Cumul et déclenchement des pénalités

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

14. MODIFICATION DU MARCHÉ

14.1 Dispositions générales

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, la modification du marché ne peut intervenir que dans un nombre d'hypothèses limitativement énumérées qui sont les suivantes :

- les modifications sont prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- les modifications ne sont pas substantielles ;
- les modifications sont de faible montant.

Toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

14.2 Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances prévues aux articles ci-dessous.

Les modifications listées feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée (avenant, certificat administratif, ordre de service...).

15.2.1 Report du montant maximum sur la période suivante ou précédente

En cas d'absence d'atteinte du montant maximum lors de la période n, le montant restant disponible sur le montant maximum sur la période n est reporté sur la période n+1.

Aussi, en cas d'atteinte du montant maximum et de besoins survenus postérieurement à cette atteinte sur la période n, la proportion nécessaire pour répondre à ces besoins en soustrait du montant maximum de l'année n+1.

Il n'est pas nécessaire de conclure un avenant pour opérer cette modification.

15.2.2 Offres promotionnelles

Lorsque les produits entrant dans le champ du présent l'accord-cadre font l'objet d'opérations promotionnelles, le titulaire s'engage à en avertir l'acheteur du segment concerné le plus rapidement possible avant le début de l'opération.

Les réductions de prix affectées aux articles durant la promotion s'appliqueront pour toutes les commandes passées pour cette période.

En aucun cas, les offres promotionnelles ne devront entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés offerts par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

Un code promotionnel remplacera le taux de remise habituel sur le devis et la facture.

15.2.3 Rajout de postes de prix au BPU

Dans le cas d'un besoin nouveau survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre et à la demande du service opérationnel, le titulaire produira les éléments techniques financiers correspondant qui seront soumis à la validation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les propositions financières établies par le titulaire devront être établies dans les conditions suivantes :

- Prix nouveau en lien avec l'objet de l'accord-cadre
- Intégration des prix nouveaux au BPU
- Nombre de prix ajoutés ne dépassant pas dix (10) nouveaux prix pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une validation de la proposition, l'article sera intégré au BPU de l'accord-cadre par ordre de service.

Ces modifications du BPU n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre.

15.2.4 Changement de produit

Le titulaire s'engage à livrer la dernière version dans la gamme des matériels choisis.

En cas d'amélioration de la qualité des produits, de changement de référence ou de rupture de stock, le titulaire du marché devra, au préalable, avertir le pouvoir adjudicateur pour accord impérativement par tout moyen dans les meilleurs délais.

Le produit proposé devra intégrer les mêmes caractéristiques que le produit remplacé et sera à un prix identique au produit référencé au marché.

Cette modification sera actée par certificat administratif.

15.2.5 Adaptation et prolongation

Le marché pourra être prolongé par avenant dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type :

- aléa dans la procédure de relance du marché suivant,
- adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale,
- modification substantielle du besoin apparue lors du bilan du marché rendant l'analyse fonctionnelle plus complexe que prévu et nécessitant, dans ce cas précis, une prolongation limitée à 4 mois.

S'il devait être atteint avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, le montant maximum fixé pourra être augmenté, suite à une réévaluation du besoin, afin de permettre la poursuite des relations contractuelles, dans la limite de 50 % du maximum contractuel initial. Le cas échéant, cette augmentation sera actée par avenant, qui pourra intervenir même ce montant atteint et dépassé, dans la limite de la durée de validité de l'accord-cadre.

15.2.6 Marché complémentaire de fournitures

En cas de nécessité et si les conditions posées à l'article R2122-4 du Code de la commande publique sont réunies, la personne publique pourra recourir à la passation d'un marché complémentaire de fournitures.

15.2.7 Adhésion d'un autre établissement du GHT

Les établissements du GHT 21-52 pourront adhérer au présent marché au cours de son exécution par voie d'avenant. Le montant maximum de l'accord-cadre sera adapté en conséquence.

15.2.8 Arrêt temporaire de distribution d'un produit

En cas d'arrêt temporaire de distribution d'un produit, le Titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur un produit de remplacement, de qualité au moins équivalente au produit dont la distribution est interrompue, et à un prix égal ou inférieur au produit substitué. Cette proposition ne lie en aucun cas le pouvoir adjudicateur, qui peut l'accepter ou la refuser. **Aucune modification de marché n'est nécessaire.**

15.2.9 Arrêt définitif de distribution d'un produit/substitution d'un produit

En cas d'arrêt de distribution d'un produit, le Titulaire propose par écrit et à l'appui de la documentation pertinente (fiches techniques, échantillons, etc.), à un prix égal ou inférieur au prix fixé à l'accord-cadre pour le produit dont la distribution est arrêtée, un produit au moins équivalent. L'établissement n'est pas tenu d'accepter cette substitution. **Aucune modification de marché n'est nécessaire.**

15.2.10 Loi EGALIM

Le marché pourra être réexaminé dans le sens de la nécessité identifiée d'une demande d'approvisionnement de produits répondant à des critères d'alimentation durable notamment, ou issus de l'agriculture biologique dans le contexte de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

15.2.11 Évolution de la réglementation

L'évolution de la réglementation pendant la période d'exécution du marché amènera le titulaire à être en mesure de proposer des articles de substitution se rapprochant le plus de ceux figurant au cahier des charges et respectant les nouvelles dispositions réglementaires.

Le changement se fera par voie de certificat administratif faisant état de l'acceptation par la personne habilitée de ce changement.

En l'absence d'accord, le pouvoir adjudicateur se réserve de droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois.

15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance d'un fournisseur (livraisons non conformes, ruptures de stock...), le Pouvoir Adjudicateur peut, sur avis du gestionnaire, autoriser l'établissement concerné à s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG-FCS. Aucune mise en demeure préalable n'est requise dans ce cas.

Cette exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire pourra notamment intervenir dans les cas suivants:

- refus ou impossibilité du titulaire de remplacer les produits refusés pour qualité douteuse,
- retard ou défaut d'exécution dans les livraisons,
- rupture de produits,
- mauvaise conservation des produits livrés à moins que le fournisseur puisse établir qu'une faute certaine incombe aux établissements,
- résiliation de l'accord-cadre prononcée en vertu de l'article 32 du CCAG-FCS si la décision de résiliation le prévoit.

S'il n'est pas possible aux établissements de se procurer dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue à l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16. RESILIATION

Il serait fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS et des articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier tout ou partie du marché sans indemnité, en respectant un préavis de deux mois, en cas de changement de technique.

17. REGLEMENT DES LITIGES

Il est précisé que seul le droit français est applicable.

Avant de se diriger vers la voie contentieuse, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics prévu par l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique ou au Médiateur des entreprises prévu par l'article R. 2197-23 du Code précité.

Ces deux instances peuvent être saisies de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. La première recherche les éléments de fait et de droit afin de proposer une solution amiable et équitable alors que la seconde agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il est précisé qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal administratif de DIJON.

18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le tableau suivant recense les dérogations apportées au CCAG-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il et dérogé	Objet
12	14 et 14.1	Pénalités

Document en date du	Rédacteurs	Vérificateur	Signataire
02/01/2025	M. CASTELLANI Juriste Cellule marchés	B. ROLLIN Responsable Cellule marchés	K. BOUYAHIAOUI Directeur DAEL Le 03 / 01 /2025

